Le Budget Economique Exploratoire 2016

Présenté par

M. Ahmed Lahlimi Alami,

Haut Commissaire au Plan

– Casablanca, le 30 Juin 2015 –

Les perspectives économiques nationales

en 2015 et 2016

* Une croissance économique en 2015 à 4,3% et à 2,6% en 2016.
* Accroissement de la valeur ajoutée des activités non agricoles de 2,5% en 2015 et de 3,1% en 2016;
* L’inflation, appréhendée par le prix implicite du PIB, en tendance haussière passant de 0,2% en 2014 à 1% en 2015 et à 1,3% en 2016 ;
* Allégement du déficit courant des échanges extérieurs, passant de 5,7% du PIB en 2014 à 3,3% en 2015 et à 3% en 2016 ;
* Un taux d’endettement public global en hausse, passant de 78,2% en 2014 à 79,6% du PIB en 2015 et à 81,2% en 2016. Celui du Trésor passerait de 63,4% à 63,8% et à 64,9% en 2016.

Le Haut-commissariat au Plan a élaboré, comme chaque année à la veille de la préparation de la loi de finances, le budget économique exploratoire qui présente une révision de la croissance économique nationale de l’année en cours ainsi que les perspectives pour l’année suivante.

Le présent budget économique est le premier à s’inscrire dans le cadre des nouveaux comptes nationaux à base 2007. Il se base sur les résultats des enquêtes trimestrielles et des travaux de suivi et d’analyse de conjoncture menés par le HCP durant le premier semestre de l’année 2015 et sur l’impact de l’évolution de l’économie mondiale sur l’activité économique nationale en 2015 et 2016.

Les hypothèses retenues pour l’année 2016 portent sur une production moyenne durant la campagne agricole 2015/2016 et une reconduction, sur l’année 2016, de la politique budgétaire en vigueur en 2015, notamment en matière des dépenses d’investissement et de fonctionnement et de compensation.

C’est dire qu’elles ont vocation à être révisées au cours du prochain Budget Economique en fin d’année lorsque la Loi de Finances aura été adoptée par le Parlement.

L’environnement international

Selon les dernières perspectives économiques des institutions internationales[[1]](#footnote-2), l’économie mondiale continuerait de progresser à un rythme modéré en 2015 et 2016, dans un contexte dominé par la baisse des prix des matières premières, notamment du pétrole brut et par de fortes variations des taux de change.

La situation macroéconomique resterait impactée dans plusieurs pays par la baisse du taux de croissance de la production potentielle, sous l’effet de la baisse de l’investissement et la hausse du chômage structurel. La fragilité des banques et l’endettement élevé du secteur public, des entreprises et des ménages, devraient continuer de peser sur la demande. Dans ce contexte, la croissance mondiale s’établirait à 3,4% en 2015 et à 3,9% en 2016.

Aux Etats unis, l’activité économique continuerait de croitre à un rythme soutenu de l’ordre de 2,7% en 2015 et de 2,8% en 2016. La demande intérieure serait soutenue par la baisse du prix du pétrole et par un ajustement budgétaire plus modéré, mais elle serait freinée par l’appréciation du dollar et par une hausse attendue des taux d’intérêt.

Dans la zone euro, la croissance devrait s’améliorer pour atteindre 1,5% en 2015 et 1,8% en 2016 grâce notamment aux effets favorables du repli des prix du pétrole et à la dépréciation de l’euro face au dollar américain. Cependant, le niveau élevé de la dette et la persistance du chômage, devraient continuer de peser sur les perspectives de croissance dans la région.

De son coté, l’économie du Japon, devrait se renforcer graduellement avec un taux de croissance de 1,7% en 2016 au lieu de 1,1% en 2015, bénéficiant de la hausse des salaires réels et de la progression des exportations à la faveur de la dépréciation du yen.

Les pays émergents continueraient, toutefois, d’être confrontés à une situation macroéconomique difficile en 2015 avant de redresser légèrement en 2016. En Chine, la croissance économique serait modérée suite à la morosité du marché immobilier et à la baisse des investissements induite par l’importance de flux des capitaux sortant du pays. Quant à la Russie, L’activité économique se serait fortement dégradée en 2015, impactée par la baisse des cours du pétrole et par la montée des tensions géopolitiques dans la région. Seule l’Inde devrait entrer dans un cycle d’expansion rapide, bénéficiant de la chute de prix de pétrole et de la relance de l’activité industrielle induite par les réformes du climat des affaires.

Au niveau du marché mondial des matières premières, celui-ci connaitrait une hausse progressive des cours du pétrole brut en 2016 sous l’effet de la légère reprise de la demande mondiale et de la moins forte production pétrolière. Néanmoins, le prix de pétrole devrait se stabiliser en deçà des niveaux observés durant les trois dernières années. Le cours moyen du pétrole brut devrait ainsi passer de 58,14 $/baril en 2015 à 65,65$/baril en 2016. Quant aux prix des matières premières non énergétiques, ils devraient enregistrer globalement une baisse de 14% en 2015 avant de se stabiliser en 2016.

De ce fait, l’inflation devrait augmenter de 1,4% en 2016 dans les pays avancés, au lieu de 0,4% en 2015. Elle devrait être en ralentissement dans les pays émergents, passant de 5,4% en 2015 à 4,8% en 2016. Quant à la parité Euro-Dollar, elle devrait se situer aux alentours de 1,11 en 2015 et en 2016.

Dans ces conditions, le volume du commerce mondial devrait poursuivre son amélioration, passant de 3,6% en 2014 à 4,4% en 2015 et à 4,9% en 2016. Il risque d’être freiné, toutefois, par un ensemble de facteurs liés notamment aux tentions géopolitiques, aux fluctuations des taux de change et au ralentissement de la croissance des économies émergentes.

* L’évolution de l’économie nationale

1. Croissance économique en 2015

L’économie nationale resterait marquée en 2015 par une légère reprise des activités non agricoles sous l’effet d’un environnement international peu favorable et d’une demande intérieure moins soutenue. Elle bénéficierait toutefois, d’une bonne campagne agricole 2014/2015 et d’une baisse importante des prix des matières premières notamment des prix du pétrole.

2.1. L’évolution sectorielle

L’année 2015 bénéficierait des conditions climatiques favorables marquées par une bonne distribution spatio-temporelle de la pluviométrie. La campagne agricole 2014/2015 dégagerait ainsi une production céréalière d’environ 110 millions de quintaux, en augmentation de 62% par rapport à 2014. Le contexte climatique bénéficierait aussi aux autres cultures non-céréalières notamment les cultures maraichères et fruitières et au secteur de l’élevage.

Tenant compte d’une évolution favorable des activités de la pêche maritime, le secteur primaire dégagerait une valeur ajoutée en hausse de 13,2%, contribuant, ainsi, pour 1,5 point à la croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) en 2015.

Les activités non agricoles, de leur côté, devraient enregistrer une croissance de 2,5% en 2015, au lieu 2% en 2014. Celle-ci serait, cependant, inférieure à la moyenne de 4,2% enregistrée durant la période 2007-2014. Cette légère progression serait due à un accroissement de 1,9% des activités secondaires au lieu de 1,7% en 2014 et à une amélioration de 2,7% des activités tertiaires au lieu de 2,2% en 2014.

La croissance de la valeur ajoutée du secteur secondaire serait attribuable à la poursuite de la reprise des industries de transformation, notamment les secteurs de l’agroalimentaire, de l’automobile et de la chimie-parachimie. Le secteur du BTP serait en légère amélioration alors que l’activité minière devrait enregistrer un net ralentissement par rapport à ses performances de 2014.

La croissance de la valeur ajoutée des activités tertiaires serait tirée, en particulier, par un raffermissement du secteur des télécommunications de près de 6,5%, et par la consolidation des activités sociales avec un accroissement de 5,5%. Les autres activités tertiaires, à l’exception des secteurs de transport et du tourisme, poursuivraient leur tendance haussière, avec des taux de croissance qui se situeraient pratiquement au même niveau que celui de l’année précédente.

Les activités touristiques, qui ont contribué à la croissance économique des dernières années avec des taux de 5% en moyenne durant la période 2007-2014, connaitraient pour la première fois une baisse de leur valeur ajoutée, de l’ordre de 2,7%.

Dans ces conditions, après une croissance de 2,4% en 2014, le Produit Intérieur Brut devrait enregistrer un accroissement 4,3% en 2015, et ce compte tenu d’une évolution de 8%, des impôts et taxes sur produits nets de subventions.

Concernant l’évolution des prix intérieurs, la baisse des cours des produits énergétiques et des autres matières premières au niveau international, contribuerait à la modération de l’inflation importée. De ce fait, la hausse du niveau général des prix resterait modérée et se situerait aux alentours de 1% au lieu de 0,2% enregistré en 2014.

2.2. Composantes du PIB

La demande intérieure continuerait en 2015 de soutenir la croissance économique nationale, avec une contribution plus importante qu’en 2014. Quant à la demande extérieure nette, sa contribution à la croissance du PIB devrait rester positive en 2015, suite à une augmentation des exportations plus importante que celle des importations.

La consommation des ménages résidents, bien qu’elle soit en ralentissement par rapport aux années précédentes, resterait le moteur de la croissance nationale, avec un rythme en légère amélioration par rapport à l’année précédente. La consolidation du pouvoir d’achat des ménages a été confortée par la progression des revenus ruraux et par l’amélioration prévisible des revenus extérieurs, en particulier des MRE d’environ 5%. Dans ces conditions, la consommation finale des ménages devrait s’accroitre de 3,2%, soit le même taux que l’année précédente. Au total, sa contribution à la croissance serait maintenue à 1,9 point.

De son côté, la consommation publique devrait enregistrer une amélioration sensible de 4,2% au lieu de 1,8% en 2014, en raison de la hausse de 11,2% des dépenses de fonctionnement en 2015. Sa contribution à la croissance serait de 0,8 point au lieu de 0,3 point en 2014.

Globalement, la consommation finale nationale devrait s’accroitre de 3,5% au lieu de 2,9% en 2014. Sa contribution à la croissance serait de 2,8 points au lieu de 2,9 points en 2014.

Parallèlement, la formation brute du capital fixe, après des baisses de 1,5% en 2013 et de 0,4% en 2014, devrait connaitre une légère reprise de 0,2% en 2015. Sa contribution à la croissance serait de 0,1 point au lieu d’une contribution négative de 0,1 point en 2014. La variation des stocks, quant à elle, afficherait une contribution positive à la croissance, de l’ordre de 0,3 point, après une contribution négative d’un point en 2014. Ainsi, l’investissement brut s’accroîtrait de 1,1% en volume contribuant pour 0,4 point à la croissance au lieu d’une contribution négative de 1,1 point en 2014.

Au total, la demande intérieure devrait s’accroitre de 2,8% en volume, au lieu de 1,0% en 2014 et 5% par an durant la période 2008-2013. Sa contribution à la croissance serait de 3,1 points, au lieu de 1,2 point en 2014.

Par ailleurs, les exportations de biens et services devraient s’accroitre de 1,9% en volume alors que les importations devraient régresser de prés de 1%. Dans ce cadre, la demande extérieure devrait enregistrer pour la deuxième année consécutive une contribution positive à la croissance, de l’ordre de 1,1 point.

2.3. Financement de l’économie

Avec une hausse de la consommation finale nationale de 4,1% en 2015 et du produit intérieur brut de 5,4%, l’épargne intérieure devrait connaitre une légère augmentation pour atteindre 20,8% du PIB au lieu de 19,8% en 2014, restant cependant en deçà des taux annuels moyens de 23,7% enregistrés entre 2007 et 2011.

L’épargne nationale se maintiendrait à prés de 26,3% du PIB, compte tenu des revenus nets en provenance du reste du monde, lesquels devraient représenter 5,5% du PIB. L’investissement brut serait en légère baisse pour représenter 29,6% du PIB au lieu de 32,2% du PIB en 2014, en raison notamment, de la baisse de la variation de stocks de 3,2% du PIB par an durant 2012-2014 à 1,6% en 2015. Le compte épargne-investissement connaitrait en conséquence, un allégement de son déficit de financement, se situant à 3,3% du PIB au lieu de 5,8% en 2014.

Au niveau des finances publiques, la réduction des dépenses budgétaires de soutien des prix, dans le cadre de la réforme de la compensation, associée aux efforts de renforcement de la collecte des recettes fiscales, devraient se traduire par un allégement du déficit budgétaire qui passerait de 5,2% du PIB en 2014 à 4,4% en 2015. Dans ces conditions, l’endettement global du trésor devrait représenter 63,8% du PIB en 2015 au lieu de 63,4% en 2014.

Dans ce contexte, le crédit bancaire continuerait d’enregistrer un taux d’accroissement modéré, de l’ordre de 2,8% au lieu de 2,2% en 2014. Les réserves en devises, devraient couvrir 5 mois et 24 jours d’importations. Au total, la masse monétaire, devrait enregistrer un ralentissement de son rythme de croissance, passant de 6,2% en 2014 à 5,5%.

3. Perspectives de l’économie nationale en 2016

3.1. Croissance économique

Rappelant tout d’abord que les perspectives économiques nationales pour 2016 se basent sur des hypothèses afférentes aux nouvelles tendances de l’environnement international, notamment l’évolution des prix des matières premières et de la demande mondiale adressée au Maroc. Comme susmentionné, elles supposent, également, la reconduction de la politique budgétaire en vigueur en 2015, et une production céréalière moyenne durant la campagne 2015/2016.

Les activités non agricoles devraient enregistrer un rythme de croissance en amélioration de 3,1% au lieu de 2,5% en 2015, attribuable notamment à l’amélioration de 3,4% du secteur tertiaire au lieu de 2,7% en 2015. Quant aux activités du secteur secondaire, elles devraient s’accroitre à un rythme modéré de 2,3%.

Le secteur primaire (agriculture et pêche), en dépit du recul prévisible de la production des cultures céréalières, continuerait de bénéficier de la consolidation des performances des autres cultures agricoles et de l’élevage. Il dégagerait, ainsi, une valeur ajoutée en régression de 1,7% au lieu d’une hausse de 13,2% estimée pour 2015.

Dans ces conditions, le Produit Intérieur Brut (PIB) devrait enregistrer, une hausse de 2,6% en volume au lieu de 4,3% estimé pour 2015. Le taux de chômage resterait rigide à la baisse et devrait se situer à 9,8% au lieu de 9,6% estimée pour 2015 et 9,9% enregistré en 2014.

3.2. Composantes du PIB

La croissance économique devrait continuer d’être tirée en 2016 par la demande intérieure. Dans ce cadre, la consommation des ménages devrait s’accroitre de 2,9% en volume au lieu de 3,2% en 2015 et sa contribution à la croissance du PIB passerait de 1,9 point en 2015 à 1,7 en 2016. La consommation des administrations publiques, de son côté, augmenterait de 2,4% en 2016 au lieu de 4,2% estimé en 2015 et sa contribution à la croissance serait de 0,5 point au lieu de 0,8 en 2015. Globalement, la consommation finale nationale devrait être en ralentissement, avec une hausse de 2,8% au lieu de 3,5% en 2015. Sa contribution à la croissance serait de 2,2 points au lieu de 2,8 points en 2015.

La formation brute du capital fixe, pour sa part, devrait s’accroitre légèrement de 0,6% au lieu de 0,2% en 2015 contribuant pour 0,2 point à la croissance. La variation des stocks, quant à elle, devrait afficher une contribution positive de 0,7 point au lieu de 0,3 en 2015. Ainsi, l’investissement brut (FBCF et variation des stocks) devrait enregistrer un accroissement de 2,8% en 2016 et sa contribution à la croissance serait positive d’environ 0,8 point au lieu 0,3 point en 2015.

Au total, la demande intérieure devrait s’accroitre de 2,3% en volume, au lieu de 2,8% en 2015 et sa contribution à la croissance se stabiliserait à 3,1 points en 2016.

Quant à la demande extérieure nette, sa contribution à la croissance économique nationale serait à nouveau négative, d’environ 0,5 point, au lieu d’une contribution positive en 2014 et 2015. Ce résultat serait dû à la hausse de 3,2% des importations de biens et services en volume au lieu d’une baisse de 1% en 2015 et du léger accroissement des exportations de 2,6% au de 1,9% en 2015.

3.3. Financement de l’économie

Avec une progression plus rapide de la consommation finale nationale que celle du PIB, respectivement de 4,2% et 3,9% aux prix courants, l’épargne intérieure devrait connaitre une légère baisse pour se situer à 20,6% au lieu de 20,8% du PIB en 2015. Après, 5,5% du PIB en 2015, les revenus nets en provenance du reste du monde, devraient représenter 5,3% du PIB en 2016, ce serait le niveau le plus bas depuis l’année 2007, en raison de la baisse prévisible des recettes des voyages. L’épargne nationale devrait, par conséquent, baisser de 26,3% du PIB en 2015 à 25,9%.

Par ailleurs, le taux d’investissement brut, continuant sa tendance à la baisse, devrait se situer à 28,9% du PIB en 2016, au lieu de 29,6% en 2015. Le compte épargne-investissement dégagerait, ainsi, un déficit de 3% du PIB, après avoir été de 3,3% en 2015.

Au plan des finances extérieures, les exportations de biens et services connaitraient une hausse de 5% aux prix courants. Néanmoins, l’augmentation des importations, d’environ 3,5%, se traduirait par un allégement du déficit en ressources, passant de 8,8% du PIB en 2015 à 8,3% en 2016.

Sur la base de la préservation des stocks en devises à 6,1 mois d’importations, et de l’hypothèse d’un accroissement des flux nets des investissements directs étrangers de 15%, le besoin de financement complémentaire devrait être mobilisé sous forme d’emprunt public sur le marché international. Dans ces conditions, la dette publique globale devrait atteindre 81,2% du PIB en 2016 au lieu de 79,6% en 2015 et 78,2% en 2014.

Au niveau du marché monétaire, et compte tenu des prévisions retenues pour la croissance économique nationale et de la poursuite de la hausse des avoirs extérieurs nets, les tensions sur la liquidité devrait s’alléger et les conditions de financement de l’économie nationale devrait également s’améliorer. Ainsi la masse monétaire devrait s’accroitre de 6,3% au lieu de 5,5% en 2015 et l’encours des créances sur l’économie devrait s’inscrire à 3,7% au lieu de 3,1% en 2015. Dans ces conditions, l’inflation appréhendée par le prix implicite du PIB devrait connaitre une hausse de 1,3% au lieu de 1% en 2015.

Conclusion

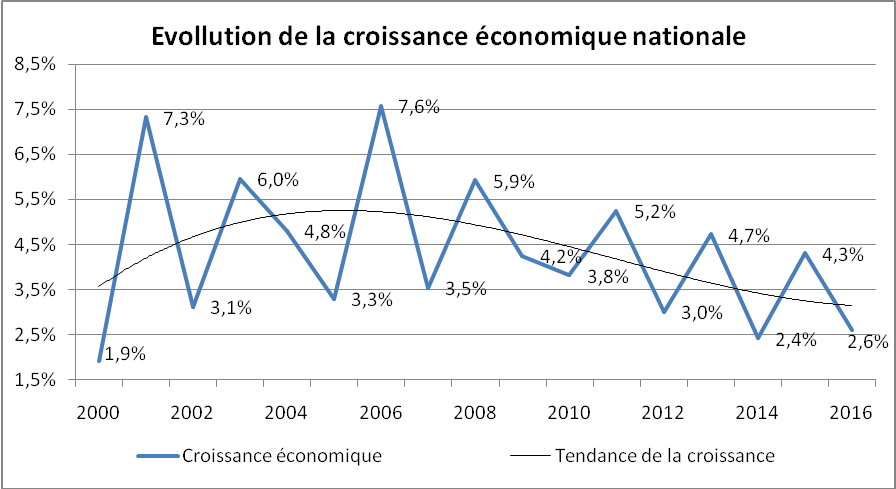
Depuis, le début des années 2000, le Maroc s’est engagé dans une politique volontariste d’investissement dans les infrastructures économiques, sociales et territoriales. Il a mis en œuvre des stratégies de développement sectoriel pour assurer une diversification plus avancée de l’économie et améliorer ainsi sa productivité. Le tiers de son PIB (33%) était alloué à l’investissement et les acquis en matière de lutte contre la pauvreté, la vulnérabilité et les inégalités sociales et territoriales aujourd’hui avérées, même si cela s’est réalisé avec une tendance au creusement de ses déficits budgétaire et extérieur.

Aujourd’hui, le Maroc connait un environnement économique international favorable marqué par des baisses des cours des produits pétroliers et des autres matières premières non énergétiques. Cette éclaircie a facilité la réforme de la caisse de la compensation sans grands impacts sur les prix intérieurs, largement maitrisées ne dépassant pas 1%. Elle a permis de rétablir les équilibres macroéconomiques, avec une baisse du déficit de la balance des paiements à 3,3% du PIB en 2015 et du Trésor à 4,4%.

Cependant, au regard des incertitudes économiques, financières et géostratégiques où se situe cette conjoncture, une vigilance méthodologique est de rigueur.

Force est de constater, en effet, que malgré la manne provenant de l’évolution, à l’échelle internationale, des prix des produits pétroliers et des matières premières non énergétiques, le rétablissement de ces équilibres, en 2015, a du être opéré au détriment de la consommation et de l’investissement. Le taux d’accroissement de la demande intérieure est passé de 6% par an, entre 2000 et 2009, à 3,3% durant les 5 dernières années. Celui de l’investissement est négatif depuis 2013 et devrait se redresser à peine en 2015 et 2016.

Plus fondamentalement, l’investissement et la croissance commencent à marquer un essoufflement significatif. La moyenne annuelle de l’investissement dans le PIB s’inscrit dans une tendance baissière qui la porte à moins de 30% après avoir été de l’ordre de 33% pendant une dizaine d’années. La croissance de son côté, connait la même tendance baissière depuis 2008.



L’activité non agricole, qui avait porté cette croissance, peine aujourd’hui à consolider ses performances d’avant la crise économique internationale. Sa croissance est passée de 5%, entre 2000 et 2007 à 3,2% depuis 2008 et à 2,1% au cours des trois dernières années.

Le secteur agricole n’a pas pu compenser le fléchissement de l’activité non agricole. Certes, sa croissance est en amélioration depuis le début des années 2000, passant de 7% en moyenne annuelle entre 2000 et 2007 à 9,5% entre 2008 et 2015, mais sa part dans le PIB total n’a cessé de baisser ces dernières années, passant de plus de 13% avant 2007 à 10% aujourd’hui.

Dans ce contexte, à défaut de réformes structurelles susceptibles d’engager le pays dans un processus profond de diversification de son tissu productif et de valoriser ainsi, la robustesse des options stratégiques adoptées par le Maroc, depuis 2000, nous risquons de réduire les profits que nous offre l’aubaine de la conjoncture internationale actuelle. Nous resterions, alors, dans cette configuration d’une croissance qui effleurerait 4,5 à 5% dans le cas d’une bonne année agricole et de ne guère dépasser 3% dans le cas contraire

Aussi, est-il pour nous, aujourd’hui, un impératif catégorique de consolider la réforme déjà engagée de la caisse de compensation, de prendre la mesure de l’urgence de la réforme du système des retraites et de revoir en profondeur le mode de gestion actuel de l’administration publique. Cette dernière dont le coût de fonctionnement absorbe plus de 20% du PIB, c’est-à-dire quatre fois plus que la Caisse de Compensation dans ses pires années, pourrait autrement devenir intolérable si ce mode de gestion était dupliqué dans le cadre de la régionalisation. La nécessité d’une amélioration plus systématique du climat des affaires et d’un encouragement ciblé des capitaux privés nationaux et internationaux à s’engager dans l’investissement productif, implique, par ailleurs, de rompre avec les hésitations à entreprendre une réforme profonde et durable du système fiscal national, aujourd’hui peu favorable à la productivité des facteurs de production et à l’inscrire dans une perspective d’avenir.

Evolution du Produit Intérieur Brut

En volume selon les prix de l’année précédente (En %)

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Rubriques | 2013 | 2014 | 2015\* | 2016\*\* |
| * Valeur ajoutée du secteur Primaire… * Valeurs ajoutées non agricoles............ * Secteur Secondaire……………… * Secteur tertiaire…..……………... | 18,7  1,6  0,6  2,1 | -2,6  2,0  1,7  2,2 | 13,2  2,5  1,9  2,7 | -1,7  3,1  2,3  3,4 |
| Valeur ajoutée totale……………… | 3,9 | 1,4 | 3,9 | 2,5 |
| Impôts et taxes sur produits nets de subventions (ITS)………………………. | 14,7 | 13,4 | 8,0 | 3,7 |
| PIB non agricole (VA +ITS)....................... | 2,8 | 3,2 | 3,1 | 3,1 |
| PIB en volume…………………..……….. | 4,7 | 2,4 | 4,3 | 2,6 |
| Variation du prix implicite du PIB…….. | 1,5 | 0,2 | 1,0 | 1,3 |

(\*) : Estimation pour 2015 (\*\*) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan pour 2016.

Equilibre Ressources-Emplois en volume

Variation en %

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| RUBRIQUES | 2013 | 2014 | 2015\* | 2016\*\* |
| PIB……………………………….……… | 4,7 | 2,4 | 4,3 | 2,6 |
| Consommation finale, dont:…………….… | 3,8 | 2,9 | 3,5 | 2,8 |
| -Ménages résidents………………………… | 3,7 | 3,2 | 3,2 | 2,9 |
| -Administrations publiques.......................... | 4,2 | 1,8 | 4,2 | 2,4 |
| FBCF…………………………………..… | -1,5 | -0,4 | 0,2 | 0,6 |
| Exportations de biens et services………….. | 0,9 | 6,3 | 1,9 | 2,6 |
| Importations de biens et services……….… | 0,9 | 1,8 | -1,0 | 3,2 |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |

NB : -Variations en % aux prix de l’année précédente. - (\*) : Estimations et (\*\*) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Juin 2015

Ratios des autres indicateurs macroéconomiques

en % du PIB

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Rubriques | 2013 | 2014 | 2015\* | 2016\*\* |
| * Epargne Intérieure……………………… * Epargne Nationale ….…………………… * Investissement Brut…………………….. * Solde de financement.…………………… * Déficit budgétaire ….…………………… * Dette Publique globale……………….… * Dette de Trésor……….………………… * Réserves en mois d’importations ……… | 20,3  27,0  34,7  -7,7  -5,7  73,1  61,5  4,3 | 19,8  26,4  32,2  -5,8  -5,1  78,2  63,4  5,25 | 20,8  26,3  29,6  -3,3  -4,4  79,6  63,8  5,8 | 20,6  25,9  28,9  -3,0  -4,4  81,2  64,9  6,1 |

(\*) : Estimation pour 2015 (\*\*) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan pour 2016.

1. FMI-OCDE-Banque mondiale [↑](#footnote-ref-2)